

# IRAM

Fonds documentaire numérisé

**Auteur :** MARTY, André

**Titre :** « Réhabilitation au Nord Mali : Variations et constantes depuis les années 1970 », in *Entre urgence et développement. Pratiques humanitaires en questions*, pp. 59-60

**Editeur :** Karthala, Paris

**Date :** 1997

**iram**

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement  
49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France  
Tél. : 33 1 44 08 67 67 • Fax : 33 1 43 31 66 31  
[iram@iram-fr.org](mailto:iram@iram-fr.org) • [www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org)

**RÉHABILITATION  
AU NORD MALI  
VARIATIONS ET CONSTANTES  
DEPUIS LES ANNÉES 1970**

par André Marty

En l'espace d'un quart de siècle, les trois régions de Tombouctou, Gao et Kidal<sup>3</sup> ont connu trois cataclysmes successifs : la sécheresse de 72-74, celle de 82-85 et, dernièrement, la rébellion, l'insécurité et la guerre civile de 90 à 95. Chacune de ces turbulences était suivie de tentatives de « sorties de crise » où s'expriment des pratiques de réhabilitation sensiblement différentes les unes des autres.

Même si les réactions des divers acteurs en place face à chacun de ces traumatismes ont évolué de manière contradictoire – maintien sur place ou exode ; retour aux anciens savoir-faire ou changements d'activités et de mode de vie ; précarisation ou sécurisation, etc. – on est en droit d'affirmer que des stratégies globales ont fini par prévaloir. Ces stratégies peuvent être considérées comme résultantes, d'une part, d'une demande sociale locale et, d'autre part, du

dispositif adopté par les interventions financées par l'extérieur avec l'assentiment de l'État. Cependant ces stratégies ne sont pas identiques en 75, en 86 et en 96, même si elles ont été présentées sous le même vocable de réhabilitation.

Après la sécheresse de 72-74 l'accent est mis sur la reconstruction des moyens de production : cheptel pour les éleveurs, stocks de semences pour les agriculteurs, filets et pirogues pour les pêcheurs, et la redynamisation des circuits d'approvisionnement en biens de première nécessité.

Ces priorités avaient été confirmées par concertation entre cadres et ruraux. Ainsi œuvra, sur l'ensemble du Nord, le programme de relance du mouvement coopératif conduit par le Service de la Coopération avec l'appui de plusieurs ONG, dont l'IRAM. La réhabilitation consistait donc à redynamiser l'économie par une meilleure implication des coopérateurs et le renforcement de l'organisation des coopératives choisies comme pôles de développement en milieu rural. Cette sécheresse était alors perçue, tant par les autorités que par de nombreux ruraux, comme un accident de parcours qui ne

remettait pas en question les systèmes de production et d'échange en place.

Cette analyse va se modifier sensiblement après la deuxième catastrophe, en 85. La sécheresse est reconnue comme « compagne de route ». Après tant de chutes, il faut éviter Sisyphe et son rocher. L'objectif est alors de résister au mieux pendant les années les plus difficiles. L'aménagement de parties limitées de l'espace agro-pastoral apparaît nécessaire à cette sécurisation. C'est l'avènement des périmètres irrigués villageois, de la régénération des bourgoutières (pâturages aquatiques), du maraîchage et de la plantation d'arbres, des sites de fixation pour anciens nomades.

Après la période d'insécurité provoquée par les attaques de la rébellion et les repréailles de l'armée régulière, la signature du Pacte National en avril 1992 instaure les bases du processus de paix. Ce dispositif combine des mécanismes d'urgence et de développement. La réhabilitation associe la remise en état des infrastructures endommagées à la réactivation des projets préexistants et provisoirement suspendus ou tournant au ralenti. On s'intéresse ici aux écoles, dispensaires, bâtiments administratifs des arrondissements mais aussi aux sites d'accueil (puits, maga-

sins...) pour les populations réfugiées à l'étranger ou déplacées à l'intérieur du pays et désireuses de retrouver leur terroirs.

Le terme « réhabilitation » a été employé pour désigner des mécanismes très différents : restauration des systèmes de production et de ravitaillement en 1975, établissement de bases sécurisées pour des populations sinistrées en 1985, aménagement d'infrastructures d'accueil pour l'administration et les populations de retour en 1993. Au-delà de ces variations, la notion de réhabilitation garde ici son sens profond : « ce qui rend de nouveau apte ». Après la perte des moyens de production, de la sécurité économique ou physique, des infrastructures, des êtres proches, etc., ce concept traduit l'idée qu'il faut recréer les conditions d'une vie normale et assurer, au plus vite, un minimum de viabilité économique et sociale. Si la notion d'urgence est liée à la survie et celle de développement à un processus de longue durée, la réhabilitation, avec ses composantes opérationnelles multiples, spécifie le recouvrement de la dignité humaine et de la reconnaissance civile. Pour cela elle apparaît difficilement réductible à un espace médian entre ces deux mécanismes classiques de l'aide et s'affirme, en définitive, comme un espace de complémentarité indispensable entre elles.

3. Le Nord Mali avec 820 000 km<sup>2</sup> et environ un million d'habitants, représente les deux tiers de la surface et moins de 15 % de la population du pays. Il s'agit d'une zone aride aux ressources aléatoires que traverse le fleuve Niger qui y joue un rôle d'artère vitale. La population est composée de sédentaires (Songhay, Peuls, Bambara) et de nomades (Tamacheq, Maure, Peuls).